

# Hommage à François FOURQUET (1940-2016)

## INTRODUCTION à UNE HISTOIRE DE LA MONDIALISATION

### EXTRAIT

## 5. LE DUALISME ÉTAT/MARCHÉ ET LE MYTHE DU CAPITALISME

### *Les multiples figures du pouvoir*

Le pouvoir est partout et baigne toutes les structures. Mais il a plusieurs visages, revêt plusieurs formes institutionnelles: politique, militaire, économique, religieux... En particulier le pouvoir économique a tendu à se différencier sous la forme de dynasties marchandes à la fois associées et opposées au pouvoir proprement politique de l'Etat. C'est dans le contexte de cette solidarité/rivalité que prend place le *dualisme Etat/Marché*, une forme d'illusion apparue dans la pensée occidentale.

### *5.1. Le dualisme État/marché ou État/capitalisme*

#### *1. Économie/politique: l'ambiguïté du pouvoir*

Avec la révolution urbaine du III<sup>e</sup> millénaire, l'État primitif apparaît dans l'histoire. Il est à la fois politique et économique. Cette dualité, cette ambiguïté est inhérente à sa nature même. Le pouvoir prend tantôt l'apparence du pouvoir politique au sens restreint de l'État, tantôt celle du pouvoir économique: le pouvoir des marchands, plus tard des industriels et des financiers. L'origine du mot «capitalisme» est marxiste (bien que Marx parle seulement de «mode de production capitaliste» ou de «société bourgeoise». «Capitalisme» est un terme employé par Sombart et Weber), puis par Braudel qui l'assimile aux «dynasties marchandes». Dans notre mentalité moderne du XXI<sup>e</sup> siècle, pouvoir de l'État et pouvoir du capitalisme sont bien distincts, leur statut juridique est différent, voire opposé: pouvoir public d'un côté, pouvoir privé de l'autre. Mais il n'en a pas toujours été ainsi: ces deux formes de pouvoir social sont parfois en conflit, mais plus souvent en connivence ou en alliance, comme en témoigne l'histoire du «capitalisme» en Europe.

Dans ce livre, je n'emploierai pas souvent le terme de «capitalisme», qui prolifère dans les discours contemporains; il veut dire plusieurs choses à la fois, qui se superposent et s'emmêlent; j'énumère au § 5.2 pas moins de dix visages du capitalisme. Quand je l'utiliserai, ce sera toujours au sens particulier que lui a donné Braudel, les «dynasties marchandes» à la tête de l'économie-monde, situées dans ses villes-mondes et tout en haut de l'échelle sociale. Des livres récents tendent à abandonner le terme «capitalisme», trop marqué par le marxisme, et à lui substituer l'expression «forces de marché»; le dualisme est alors désigné par le couple «État/Marché» et l'histoire expliquée par une dialectique entre l'État et les marchés.

Voici d'abord une généalogie du capitalisme européen dans sa longue durée.

#### *2. Une généalogie du capitalisme: absence d'Etat impérial en Europe*

L'Europe a eu une chance extraordinaire avant même de naître: au Ve siècle, avec l'effondrement de l'Empire romain, toute forme d'autorité politique mondiale disparaît. La ruine de l'empire est certes une catastrophe, mais une catastrophe féconde. De cette ruine émergent au Moyen Âge deux institutions nouvelles: 1) les royaumes et les «États territoriaux», qui allaient devenir quelques siècles plus tard les «États-nations»; 2) les cités-États italiennes, flamandes ou allemandes, les villes marchandes indépendantes, auxquelles les économistes historiens accordent peu d'importance. Or leur émergence fut un événement improbable, un "raté prodigieux" de l'histoire). Pour Braudel, les cités-États médiévales furent les berceaux du capitalisme européen. Celui-ci n'est pas un "système" - le mode de production capitaliste de Marx - mais des "dynasties marchandes", de grandes familles de marchands ou de financiers qui transmettent leur fortune par héritage. Situées au sommet de la hiérarchie sociale, elles se développent en même temps que l'État, *en symbiose avec l'État*. Parfois les princes veulent mettre la main sur la fortune de ces familles et se l'approprier. Certains chefs de ces dynasties ont payé cette convoitise de leur vie. Mais en Europe, on pouvait fuir à l'étranger, hors d'atteinte du roi, quoique dans un même espace culturel. À la fin du XVe siècle, la décision des Rois catholiques d'expulser les Juifs d'Espagne et du Portugal, qui portaient en eux un extraordinaire capital de relations d'affaires avec le Levant (porte de communication avec l'économie-monde islamique), eut pour effet de faire fuir ce capitalisme ibérique en Orient ou en Europe du Nord. De même la révocation de l'édit de Nantes par Louis XIV en 1685 exila les huguenots, qui prospéraient dans la banque ou l'industrie; ils furent accueillis à bras ouverts en Allemagne, aux Pays Bas ou en Angleterre.

### **3. La division politique de l'Europe favorise la puissance des dynasties marchandes**

La chance des "dynasties marchandes" fut de pouvoir échapper aux exactions grâce à l'absence d'autorité étatique centralisée à l'échelle européenne, à l'absence d'État impérial. Le rêve romain hante les hommes politiques de l'Europe médiévale. Charlemagne et ses successeurs tentent de reconstituer l'empire romain sous le nom de "Saint Empire romain germanique". Mais ces rêves d'empire échouent toujours, à commencer par l'empire carolingien, et toutes les tentatives ultérieures pour le restaurer: Charles Quint, Louis XIV, Napoléon, Hitler. Comme par hasard, les cités-États italiennes échappent à la convoitise des empereurs allemands ou français; ils rêvent d'un empire continental, mais abandonnent la maîtrise des mers aux cités italiennes, puis à la Hollande et à l'Angleterre. S'il avait existé un tel empire européen, il aurait bloqué l'essor des dynasties et des villes marchandes autonomes, c'est-à-dire des institutions où *l'accumulation du capital privé s'opérait en dehors de l'autorité politique centrale*.

L'absence d'empire européen fut la chance singulière de l'Europe. L'effondrement de l'empire romain créa un champ de ruines où les États territoriaux furent doublés par les cités-États «capitalistes», apparemment fragiles, mais plus vives, mieux branchées sur l'économie-monde islamique qui prenait son essor en Orient. Cette avance des cités-États par rapport aux grands États territoriaux fut pour Braudel un «colossal événement» qui fit l'originalité du destin de l'Europe. Ailleurs, en Chine, en Inde, en Turquie, en Russie, dès que les familles marchandes devenaient trop riches, elles faisaient de l'ombre à l'empereur qui s'emparait parfois de leur fortune par la violence. En Europe, sauf exception, aucun Prince ne fut assez puissant pour s'emparer des grandes fortunes privées; il préférait les ménager pour prendre appui sur elles et enrichir l'État. C'est là une *généalogie politique* de l'ascension économique de l'Europe, et même une *généalogie libérale du capitalisme*. En termes institutionnels, *la principale institution qui a rendu possible la naissance et l'essor du capitalisme européen, c'est la non-institution*, l'absence d'État impérial à l'échelle européenne.

### **4. Une thèse princes: l'Etat fait partie du capitalisme**

Cependant «absence d'État impérial européen» ne signifie pas «absence d'État». L'État n'est pas une figure séparée et opposée au capitalisme, comme c'est souvent le cas dans les analyses ordinaires. Voici une thèse inhabituelle: *l'État fait partie du capitalisme*. Lorsqu'au XVe siècle, l'Europe se lance à la découverte du monde, elle dispose d'un équipement institutionnel original: pas d'État européen unique, certes, mais d'une part des cités-États agiles et à la pointe de la modernité, d'autre part des États territoriaux déjà vigoureux grâce à leur démographie et à leur assise fiscale, mais aussi grâce à leur alliance avec des dynasties marchandes riches et puissantes, devenues «capitalistes» grâce au commerce au loin et au soutien étatique. Avec ces dynasties les États créent, aux Pays-Bas, en Angleterre, en France, des Compagnies des Indes occidentales ou orientales, *symbiose* parfaite du capitalisme et de l'État, où il est difficile de distinguer la part qui revient à la puissance publique et celle qui revient au capital privé.

L'opposition «capitalisme *contre* l'État» — ou l'inverse — est un «dualisme» imaginaire, une «antinomie de la raison historique» qui traverse toute l'histoire moderne, et spécialement l'histoire économique. L'histoire est scandée par un mouvement alternatif où tantôt le marché (ou le «capitalisme») domine l'État, tantôt l'inverse. Ce balancement, cette *hésitation* du chercheur à apprécier le dosage de libéralisme et d'étatisme, tient à une *ambiguïté* des faits historiques eux-mêmes. En réalité, il n'existe pas deux entités séparées, le marché (ou le capitalisme) d'un côté, l'État de l'autre, qui se regardent en chiens de faïence, comme deux ennemis héréditaires. Il n'existe qu'une *seule puissance sociale protéiforme* où prévaut, selon les circonstances où elle nous apparaît, tantôt la figure de l'État, tantôt celle du marché. Lorsque la crise financière a éclaté en septembre 2008 au plus haut sommet de l'économie mondiale avec la faillite de la banque Lehman Brothers, il devint évident que l'État et le marché sont les deux faces d'une même réalité, d'un même pouvoir social; c'est une *antinomie de la raison historique (ou économique)*.

### **5. Le dualisme Etat/marché est une illusion**

Le dualisme «Etat/marché» est une illusion qui encombre et obscurcit l'histoire économique. Elle appartient à un débat doctrinal fondamental dans l'histoire de l'Occident, apparu à la Renaissance, concernant le rôle de l'État dans la conduite de ce qu'on n'appelait pas encore la «politique économique». Celle-ci tendait à construire ce qu'on appellerait plus tard une «économie nationale» en s'efforçant de «nationaliser» les flux économiques. Aux XVIIe siècle, des intellectuels européens (Montchrestien, Petty, Boisguilbert) inventèrent l'«économie politique». Pour Adam Smith (1776), c'était une simple branche de la politique d'État appliquée à un domaine particulier, la «richesse des nations». Plus tard, la richesse fut appelée «économie» pour signifier un domaine d'intervention de l'État-nation, une politique de gestion de la richesse nationale. *L'économie politique* était la forme réflexive et théorique de la *politique économique* pratique. État et économie ne peuvent donc être ni séparés, ni opposés, sinon par artifice. C'est pourtant ce que firent les intellectuels libéraux, dont Adam Smith lui-même, considéré comme le fondateur du libéralisme et de la science économique. C'est l'origine d'un débat

doctrinal et quasiment moral opposant les libéraux, tirant du côté du marché et hostiles à l'intervention de l'État, aux dirigistes ou aux socialistes, tirant du côté de l'État et partisans d'un accroissement de son intervention.

Tel est le terrain où a germé le «dualisme État/marché». Depuis trois siècles, ce dualisme est omniprésent dans notre représentation de la société et dans les débats publics concernant la bonne gestion de la richesse nationale. Il sous-tend un ouvrage d'«économie politique internationale» consacré à dissenter sur ce dualisme (Herman Schwartz, *States versus Markets*, 1994); il sert de fil directeur à un gros ouvrage collectif sur la mondialisation dirigé par Philippe Norel (2004), d'ailleurs en partie inspiré par Schwartz. Il sous-tend l'opposition entre *l'économie-monde* de Braudel et *l'empire-monde* de Wallerstein (Braudel, 1986).

Mais le dualisme «Etat/marché» se dissipe quand on l'observe de près. C'est un résultat majeur de ce livre: Etat et marché ne sont pas deux entités indépendantes et contraires, mais deux faces d'un même mouvement, deux formes historiques qui s'entrelacent, se complètent, se succèdent, se combinent ou parfois se confondent, comme le yin et le yang chinois; deux expressions variables et solidaires d'une seule et même puissance historique. Certains auteurs ont appelé cette puissance «capitalisme», en souvenir du «mode de production capitaliste» de Marx. Mais une analyse objective montre qu'il est inséparable de l'État et que l'État fait partie intégrante du capitalisme. On ne peut comprendre cette inhérence si on réserve le mot «capitalisme» pour désigner une puissance privée distinguée et opposée à la puissance publique incarnée par l'État.

L'État est limité par son territoire (impérial ou national); par contre le marché n'est pas un lieu, un endroit, une halle où s'échangent les marchandises, mais un vaste *espace de circulation*. Villes, marchés et flux forment une «économie-monde» qui déborde les frontières nationales ou impériales, et même les limites indécises des grandes civilisations. «Économie-monde» désigne un *ensemble circulatif*, traversé par des routes terrestres ou maritimes (et aujourd'hui aériennes) et formant un immense réseau structuré par des nœuds urbains, des *foyers* singuliers où depuis la plus haute antiquité s'accumulent et se concentrent la civilisation, l'État et la richesse marchande. Ces villes sont souvent des États-cités autonomes. Parfois l'une d'elles surpasse les autres et devient une «ville-monde». Elle est souvent située non pas au centre géographique, mais plutôt à la périphérie d'une l'économie-monde, sur une charnière qui ouvre sur une autre économie-monde. Venise, par exemple, était une porte de communication avec le Levant et l'économie-monde islamique; Anvers ou Amsterdam, des ports du nord-ouest de l'Europe ouvrant les communications vers l'Amérique ou l'océan Indien, à l'autre bout du monde.

J'ai renoncé à appeler cet ensemble «infrastructure circulative». Il ne faut pas opposer rigidement, comme Marx le fit dans *Le Capital*, la circulation à la «production, comme la surface à la profondeur, la «circulation» n'étant que l'apparence, la superficie du mode de production. L'opposition infra vs super-structure induit une *représentation spatiale* de la société. Cette métaphore en termes d'étages est trompeuse. La circulation n'est ni en haut ni en bas d'un édifice, mais inonde toute la société et pénètre au cœur même de la production.

## **5.2. Les dix visages du capitalisme**

Si le dualisme État/capitalisme est illusoire, *le capitalisme lui-même est une illusion* qui tient beaucoup de place dans notre vie sociale moderne. Cette thèse à première vue choquante découle de l'impossibilité d'en donner une définition scientifique. Comme l'hydre de la mythologie grecque, c'est un monstre à dix têtes qui sont autant de figures, de visages, de conceptions.

### **1. Le capitalisme, c'est un concept moral**

Le marxisme d'aujourd'hui a changé depuis l'époque du communisme triomphant. La Théorie de la Régulation, un courant hétérodoxe d'économistes brillants, a une source marxiste fortement teintée de structuralisme althusserien, à quoi s'ajoute un fort affluent keynésien. Ce marxisme n'est plus celui de Marx ni celui du Parti communiste de «l'âge d'or» (l'âge de la guerre froide), mais il a gardé de son origine un côté anticapitaliste. Le capitalisme n'est pas une chose objective qu'on rencontre dans la rue. Marx l'appelait "société bourgeoise" ou "mode de production capitaliste". Les socialistes du XIXe siècle et des savants comme Weber et Sombart l'ont baptisé «capitalisme». Le marxisme lui a donné sa forte valeur morale en nommant ainsi le système économique qui devait nécessairement s'effondrer sous l'effet de ses propres contradictions et laisser la place à un mode de production nouveau, le «socialisme». Toute l'intensité du concept lui venait de son opposition politique et morale au socialisme considéré comme la société idéale, le paradis terrestre futur auquel croyaient les militants révolutionnaires, comme les chrétiens croyaient à l'inéluctable retour du Christ (parousie). Il fallait donc faire la révolution et instaurer le socialisme. Pour les révolutionnaires, toute réforme était toujours récupérée par le système capitaliste; les réformistes étaient des hérétiques de la doctrine marxiste, des révisionnistes, des renégats, des traîtres à la cause de la révolution.

Depuis cette époque héroïque, il y a eu une révolution majeure, mais pas celle que Marx avait prophétisée: l'effondrement du socialisme «réel». Ce dernier n'était pas l'avenir du monde, mais un régime totalitaire ver-moulu dirigé par des vieillards, et que Gorbatchev n'a pas réussi à sauver. À la chute du mur de Berlin, les mots ont tout à coup changé de sens. Personne ne croyait plus à la révolution socialiste, surtout pas ceux qui avaient

connu le régime de l'intérieur et pouvaient en témoigner, tel Janos Kornai, un économiste qui avait étudié la planification de la Hongrie communiste. Le vocabulaire du marxisme avait perdu sa signification, mais les milieux d'extrême gauche, les militants communistes, ex-trotskyistes ou ex-maoïstes, continuèrent à parler de "capitalisme" comme si de rien n'était.

Dans l'effervescence d'après Mai 68, ce fut pour moi une révolution intellectuelle lorsqu'il m'apparut soudain, comme une évidence jusqu'alors inaperçue, que «le socialisme, ça n'existe pas!» Ce n'était qu'un mythe, un avatar laïque du paradis chrétien transposé dans l'avenir, qui n'avait rien à voir avec ce qu'on a appelé par dérision le "socialisme réel" (par opposition à l'idéal), c'est-à-dire l'URSS, la Chine etc. *Mais si le socialisme n'existait pas, son image négative, le capitalisme, n'existait pas non plus*; ce n'était qu'une création de nos esprits militants, un mythe politique, une idole repoussante. Peut-être que ce régime honni n'était, *en fait*, qu'un régime économique et social ni bon ni mauvais, neutre, celui dans lequel nous vivions, mélange compliqué de marché, de propriété publique, de protection sociale, etc. Critiquable sans doute, réformable comme toute institution humaine, mais dont on ne voyait pas comment il pouvait être d'un coup remplacé par le socialisme, qui depuis Staline s'était révélé n'être qu'une forme de régime totalitaire.

Mais certains militants n'ont pas renoncé à appeler «capitalisme» le mauvais objet de leur jugement moral, en faisant comme si un régime social nouveau pouvait être installé à sa place, nouvel avatar du socialisme défunt et désormais oublié. Le mot «capitalisme» tire tout son sens que de son antinomie au socialisme. Les altermondialistes, qu'on appelait autrefois antimondialistes ou «antimondialisation», et qui eux aussi rêvent d'un «autre monde» idéal, ont réutilisé le langage marxiste en désignant l'ennemi à abattre – le capitalisme désormais qualifié de «mondialisé» ou de «néolibéral» pour faire bonne mesure et estomper le cordon ombilical qui le rattache à sa origine marxiste. Mais on ne peut éviter que le mot soit entaché de la signification morale originelle qui lui colle à la peau. J'évite de l'utiliser, mais suis parfois embarrassé car, après tout, c'est un mot commode qui pourrait avoir une acception tout-à-fait neutre: "régime économique et social basé sur la propriété privée des capitaux", point. Sauf qu'aujourd'hui, il n'y en a pas d'autre! Pas d'autre régime possible fondé exclusivement sur la propriété publique! Alors qu'il y a seulement 25 ans, le socialisme réel existait encore et beaucoup croyaient à son avenir radieux. Le mot «capitalisme» est comme le vestige d'une époque révolue.

Le mot «anticapitalisme» est un slogan politique qui n'a de sens que parce qu'il suppose un régime qui pourrait remplacer le capitalisme, le socialisme. Qui y croit encore? Les anticapitalistes ont au fond la nostalgie du marxisme. Pour ma part, j'ai longtemps cherché un mot neutre qui désigne l'organisation de notre société. Il a fallu que je scrute le mot «capitalisme» pour savoir ce qu'il y avait derrière. J'ai découvert beaucoup d'équivalences, que je présente ici l'une après l'autre. La plus surprenante: "le capitalisme, c'est les Etats-Unis", m'est apparue en lisant Joseph Stiglitz.

## **2. *Le capitalisme, c'est la bourgeoisie conquérante (Marx)***

Mais commençons par le point de départ: Marx. Dans l'esprit de Marx et de ses héritiers, le capitalisme est, certes, une structure dont le mouvement est expliqué par ses contradictions internes, et surtout par la principale (capital/travail). Mais c'est aussi une entité quasi-vivante magiquement animée par une puissance irrésistible, assoiffée de plus-value, conquérant le monde et soumettant l'un après l'autre tous les champs de profit qui lui résistent encore: les colonies, les nouvelles branches créées par l'innovation scientifique et technique, le Sud, l'Est privé du socialisme, tout. La matrice de cette figure mythique, c'est le jeune Marx qui l'invente dans *Le manifeste du parti communiste* (1848), où il esquisse une vision prophétique de l'histoire: "L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes". À son époque, le principal acteur, c'est la bourgeoisie, une espèce de démiurge qui détruit l'ancien système féodal pour lui substituer "le mode bourgeois de production". Cette puissance historique a une mission: détruire les barrières et règlements qui limitent son expansion, étendre au monde entier la "société bourgeoise". Elle dope la mondialisation: "la bourgeoisie a envahi le globe entier". Une vision grandiose, des pages inoubliables. Mais la bourgeoisie, par son expansion même, crée le prolétariat, la classe destinée à la renverser et à instaurer le communisme: "la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs". Le prolétariat est une classe universelle car la lutte des classes "n'est pas, quant au fond, une lutte nationale" et "les ouvriers n'ont pas de patrie".

Dans *Le Capital*, œuvre de la maturité, le "mode bourgeois de production" est décortiqué par la science et devient le "mode de production capitaliste", sorti des ruines du mode de production féodal et destiné lui aussi à s'effondrer: poussés par l'appât du gain, les capitalistes – de simples personnifications du mode de production – tendent à élargir le marché mondial, à intensifier l'accumulation et à exploiter davantage le prolétariat. Celui-ci, poussé par la paupérisation et les licenciements, vient augmenter les effectifs de l'armée des chômeurs. Cette compulsion se traduit par la loi de la baisse tendancielle du taux de profit qui, même "contrecarrée", conduit le système à sa perte. Sans profit, plus de capitalisme! La révolution socialiste est inéluctable.

## **3. *"Capitalisme et villes, au fond, ce fut la même chose" (Braudel)***

Le grand capitalisme n'est pas seulement un concept, un système abstrait, une structure, ce sont des hommes. Les grands capitalistes, marchands, financiers, industriels, vivent quelque part dans l'espace/temps concret de l'histoire. J'ai plongé jadis avec passion et plaisir dans l'œuvre immense de Braudel, j'ai parcouru avec lui la planète entière pendant trois ou quatre siècles, et je ne suis pas sorti indemne de ce voyage. Or Braudel emploie le mot "capitalisme"; il estime ne pas pouvoir s'en passer pour désigner ce qu'il voit, qui est très différent d'une structure abstraite, d'un "mode de production". Ce n'est pas un système incarné par une bourgeoisie avide de profit et courant inéluctablement à une catastrophe sociale. Non: le capitalisme désigne des "dynasties marchandes" situées au centre de l'économie-monde européenne, principalement dans la ville-monde (la capitale de l'économie-monde), c'est le haut du panier de la société. On les voit au XVe siècle, à Venise; au XVIe siècle, à Gênes ou à Anvers; au XVIIe siècle, à Amsterdam; et nous pouvons ajouter (puisque Braudel a arrêté son enquête au démarrage de la révolution industrielle): au XIXe siècle, à Londres; aux XXe et au XXIe siècle, à New-York, mais aussi à Washington, comme nous le verrons. Déjà en 1967, pour montrer le rôle des villes médiévales dans la généalogie du capitalisme, Braudel trouve une formule à l'emporte-pièce: «Capitalisme et villes, au fond, ce fut la même chose» (1967 p. 396, 1979 tome 1 p. 453). Plus loin, une fois présenté le concept d'économie-monde, avec son centre, la seconde zone et sa périphérie: «Dire zone centrale ou capitalisme, c'est désigner la même réalité» (1979 tome 3 p. 44). Le capitalisme est en haut de la société, au-dessus des trafics à court rayon de l'«économie de marché», et a fortiori très au-dessus de la «civilisation matérielle». Son horizon est mondial; dès le haut moyen âge, son univers, c'est le commerce lointain. Ses calculs de profit s'opèrent à l'échelle de la planète entière. Il ne se fixe pas dans une branche particulière; il se fait marchand, industriel ou financier selon les occasions d'investissement et les champs de profit. Dans la vision braudélienne, qui est géo-historique, le capitalisme n'est pas une structure théorique, c'est le cœur actif de la partie supérieure des économies-mondes.

#### **4. Le capitalisme, c'est un quasi-sujet**

Telles étaient les influences que j'avais reçues lorsque j'ai repris à nouveaux frais la question de la nature du capitalisme. S'est alors imposée la notion de quasi-sujet, exposée ci-dessus au § 2.3. Les institutions ne sont pas des choses, inertes et sans voix. Ce sont des constructions de l'esprit, des "*âmes artificielles*", comme disait Hobbes - le Léviathan étant la première d'entre elles (1) -, ou des "*fictitious bodies*" comme les nommait Bentham: elles vivent, elles parlent, elles agissent, elles semblent animées par une volonté propre comme des personnes individuelles. Ce sont des "quasi-sujets". Pour exister, les institutions ou les groupes sociaux doivent donner l'illusion de parler, de vouloir, d'agir comme des personnes morales.

Nous voilà à même de répondre à une question majeure: le capitalisme est-il un quasi-sujet? La réponse est oui. Bien sûr, il y a des dirigeants de grandes firmes multinationales, parfois agissant au sein des syndicats patronaux, et qui peuvent parler au nom d'un ensemble de firmes. Mais c'est rare, ça ne suffit pas. Qui peut parler au nom de ce conglomérat disparate: les très grandes firmes multinationales, les très grandes banques internationales sises à New-York, les "marchés financiers" ? Les journalistes prêtent vie à ces marchés, mais c'est une manière de parler, ce sont des créations de l'esprit qui n'ont ni pensée, ni volonté propres et derrière lesquels agissent les opérateurs boursiers, les trésoriers des multinationales et les responsables des «investisseurs institutionnels» (les «zinzins»). Oui, qui donc peut parler et agir au nom de ce capitalisme informe?

La réponse m'est venue justement en lisant le livre de Dominique Plihon (2003): c'est l'État. Mais pas n'importe quel État: l'État leader, l'État de la puissance dominant le monde depuis que l'économie-monde européenne est devenue au cours du XIXe siècle, par fusion-absorption des autres économies-mondes survivantes, l'économie mondiale tout court.

Voilà, nous avons fait un pas de plus: le capitalisme, ce n'est pas seulement l'économie. L'économie n'est qu'une vue de l'esprit, le découpage artificiel dans la société d'un ensemble appelé "économie" mais qui *en réalité* n'existe pas en soi, qui n'est pas indépendante du reste de la société, et en particulier de la politique. *Il n'y a pas d'économie sans État*. Le capitalisme, c'est l'ensemble quasi-subjectif formé dans les plus hautes sphères de l'économie mondiale et de l'État américain.

#### **5. Le capitalisme, c'est la communauté financière de New York (Stiglitz)**

Ce résultat avait été préparé par le livre de Joseph Stiglitz, *La Grande désillusion* (2002). Stiglitz est un économiste reconnu, un observateur qui fut aux premières loges pour observer les opérations de la Banque mondiale et du FMI. Il ne se fait pas du capitalisme une conception abstraite; pour lui, le capitalisme est pour ainsi dire tangible, ce sont des gens qu'il connaît, qu'il fréquente; il le situe dans l'espace et le temps: c'est la «communauté financière» de New York étroitement imbriquée avec le haut personnel politique ou les hauts fonctionnaires qui travaillent à Washington au Trésor, au FMI et à la Banque Mondiale. Ce sont ces dirigeants qui donnent au capitalisme son visage, sa parole, sa volonté, bref son identité sociale à l'échelle mondiale.

La critique acerbe que Stiglitz fait du milieu financier pointe constamment une entité qu'il appelle «la communauté financière mondiale», et au profit de laquelle roulent les cadres dirigeants du FMI et de la Banque

mondiale. À lire Stiglitz, les institutions de Bretton Woods n'ont aucune épaisseur, aucune consistance. Par contre, la «communauté financière» en a une. Son port d'attache est New York. Ce n'est pas une personne morale, mais elle pense et agit à travers ses représentants politiques qui font d'elles un véritable quasi-sujet. Stiglitz prouve qu'il n'y a pas de séparation, pas même de distinction entre le haut personnel dirigeant la «communauté financière» et le haut personnel politique du Trésor et de l'administration américaine. Jadis Galbraith avait fait un travail passionnant en révélant une véritable symbiose entre les cadres des firmes industrielles et les hauts fonctionnaires qui discutaient avec eux des objectifs et des programmes d'investissement dans le cadre d'une culture commune: la guerre froide; il désigne cette symbiose par le titre même de son livre: *Le nouvel Etat industriel* (1967). Stiglitz actualise l'analyse de Galbraith après 30 années de financiarisation de l'économie américaine.

## **6. Le nouveau capitalisme, c'est la finance et le savoir (Plihon)**

Dominique Plihon, un économiste affilié à l'École de la Régulation, publie deux livres coup sur coup: un rapport du Commissariat général du Plan intitulé *Le nouveau régime de croissance* (2002) et *Le nouveau capitalisme* (2003). Il nous invite à repenser de fond en comble de capitalisme qui s'est renouvelé "sous l'effet de deux grands forces: les nouvelles technologies et la globalisation financière". Il esquisse une vue d'ensemble faisant apparaître une dimension qu'on n'aperçoit que lorsque le regard est haut placé. Il ne définit pas le «nouveau capitalisme», objet de son étude, mais dès le départ nous savons qu'il est "marqué par la domination de la finance et du savoir", et que son "émergence" est aussi celle "d'une nouvelle société".

Certains passages du livre laissent pourtant penser que le capitalisme est un «système» seulement économique. On devine l'influence des catégories marxistes. Ainsi, «nouveau capitalisme» est une nouvelle forme du «mode de production capitaliste», un concept qui, dans *Le Capital*, remplace la «société bourgeoise» du *Manifeste* et en désigne la structure économique. L'expression est rare dans le vocabulaire régulationniste (au contraire du "capitalisme" qui, lui, est fréquent) et n'apparaît que dans la typologie des crises établie par Robert Boyer dès 1986. Envisage-t-il une "crise du mode de production" pouvant engendrer un autre mode de production, à savoir le socialisme? Si le socialisme est une chimère, la célèbre succession des modes de production (esclavagiste, féodal, capitaliste, socialiste) a-t-elle encore un sens?

Plusieurs autres passages du livre de Plihon donnent à penser que le «nouveau capitalisme» est purement économique, ou en tout cas purement financier: par exemple le jugement qui fait du financier une enveloppe parasitaire de l'économie réelle (2). Ou encore quand il affirme que, lors du krach boursier de mars 2000, des valeurs sont "parties en fumée", comme si des choses réelles avaient été brûlées, alors qu'il ne s'agit que de valeurs virtuelles, simplement espérées (même si elles font l'objet d'une cotation). Il n'y a de valeur *actuelle* qu'au moment de la vente et du paiement effectifs: tout le reste n'est que fiction (3).

Le fondement du nouveau capitalisme est une sorte de substance économique cachée au fond de son enveloppe institutionnelle. Par exemple, il est dit que la crise du capitalisme est due à une contradiction entre le caractère national des formes institutionnelles et l'accumulation «internationale», contradiction qui rappelle la contradiction marxiste entre forces productives et rapports de production privés. Ainsi, Plihon essaie d'intégrer le décalage entre le national et le mondial. Mais la représentation régulationniste laisse sceptique: une substance économique (l'accumulation) est revêtue d'une enveloppe ou «forme institutionnelle» (appelée "contexte" ou "environnement"). En fait, *l'enveloppe institutionnelle est au cœur de l'économique*. Dans la conception marxiste aussi, l'économie est la substance, les institutions sont l'enveloppe. Mais depuis le poste d'observation mondial, on voit apparaître un champ de forces à la fois nationales et civilisationnelles, qui par exemple ont provoqué l'effondrement du communisme et créé un nouvel espace ouvert à la conquête occidentale, une sorte d'appel d'air. Les flux de capitaux ne sont que les chevaux de bataille de cette conquête, la cavalerie que l'Occident lance à l'assaut des nouvelles terres qui résistaient encore depuis un siècle. Un morceau de capital contient toute une civilisation. Les capitaux introduisent des virus qui corrompent les civilisations réceptrices, même méfiantes: l'individualisme, l'appât du gain, l'utilitarisme... On ne peut recevoir le "capitalisme" sans la culture et les valeurs qui vont avec; la société tout entière est présente dans le moindre échantillon. Cette *enveloppe* culturelle corrompt le socialisme réel, c'est elle la vraie substance active.

Une interprétation du tournant de 1979 (retournement de la politique monétaire américaine) est proposée par Duménil et Lévy (2001): les capitalistes, voyant fondre leurs profits, forcent le gouvernement américain à lutter contre l'inflation et à supprimer les obstacles à l'expansion du capitalisme financier. La relation de cause à effet paraît convaincante: les capitalistes ordonnent aux politiciens complaisants de changer la politique monétaire pour rétablir leurs profits menacés. Elle est conforme au schéma marxiste: l'État est un instrument au service de la bourgeoisie. Et pourtant, on peut en douter: les politiques publiques se réduisent-elles à servir le capital? Le partage fordiste profits/salaires de l'âge d'or était-il si désavantageux pour l'industrie privée, au point de justifier l'abandon du «fordisme»? Cette représentation de la causalité met face à face deux entités artificiellement séparées: le capitalisme d'un côté, l'État de l'autre. Les jeux sont faits par la mise en scène: l'État national ne peut qu'être instrumentalisé par le capitalisme.

## 7. *Capitalisme et États-Unis, au fond, c'est la même chose*

La conclusion est donc: le capitalisme n'existe pas comme substance historique! Cependant il doit bien exister quelque chose comme l'économie américaine, une économie territoriale identifiée par les frontières géographiques des USA et quantifiée par son PIB. Mais l'économie américaine réelle déborde de toute part l'économie territoriale; des tentacules multiples la prolongent et couvrent la planète: dépendances financières, modèles institutionnels, implantations productives, filiales à l'étranger, tout cela forme une «économie américaine élargie», ou encore «nationale-mondiale» comme l'a nommée Michel Beaud (1987 et 1988),

Les investissements directs à l'étranger (IDE) jouent un rôle capital dans l'extension et l'intensification de l'influence américaine dans le monde. La moitié des multinationales sont d'origine américaine. Les «zinzins» américains contrôlent plus de la moitié des «fonds institutionnels» et une part impressionnante du capital des entreprises dites "françaises" du CAC 40. Le capitalisme est peut-être «mondialisé», mais il reste fortement américain.

L'influence américaine va donc bien au delà du poids économique et financier des firmes US et de leurs filiales: l'investissement à l'étranger est un transfert de technologie, mais aussi un transfert de culture (culture technique et productive des firmes, culture managériale des dirigeants). Je le répète: un morceau de capital contient toute une civilisation. L'influence culturelle des USA est renforcée par l'exportation des capitaux. Les IDE élargissent l'économie US bien au-delà du poids de l'économie américaine territoriale, mesurée par le PIB. La pénétration scientifique, économique et culturelle de l'«économie américaine élargie» est si large et si profonde qu'elle se confond avec la partie la plus dynamique de l'économie mondiale tout entière.

À cela s'ajoute la *surpuissance* que confère aux États-Unis le simple fait d'avoir le leadership; c'est bien plus important que l'excédent du PIB américain par rapport à ses concurrents les plus proches. La limite entre l'économie américaine élargie et l'économie mondiale est indéfinie: il n'y a pas de séparation tranchée.

Si donc le capitalisme n'existe pas comme substance économique bien délimitée, il existe néanmoins, au-delà même de l'économie américaine élargie, un ensemble aux limites floues, *une puissance américaine* polyvalente et indivisible: par ses investissements productifs et financiers, sa domination scientifique et technique (électronique, Internet), son avant-garde artistique (peinture, rock, cinéma), ses effets d'entraînement, d'attraction, voire de fascination culturelle. L'avance scientifique américaine, déjà probable entre les deux guerres, a été renforcée dans les années 30s par le captage des meilleurs savants européens fuyant le nazisme et le fascisme. Le brassage (*melting pot*) des sources provenant du monde entier est prodigieux; il a commencé au XVIIIe siècle et il continue encore.

Ce rôle dirigeant se forme comme l'effet de réseau décrit par Shapiro et Varian (1999): on s'aligne sur le standard majoritaire, non parce qu'il est meilleur que les autres, mais pour ne pas être déconnecté, largué et isolé dans son coin. *Cet effet de réseau est l'essence même du leadership*: une légère avance devient à la longue une suprématie écrasante. Sartre appelait ce mécanisme «sérialisation»: chacun fait comme les autres pour rester dans le peloton.

Sous cet angle, il n'existe qu'une seule société, la *société mondiale*, coiffée, entraînée et captée par la société américaine.

La notion même de capitalisme n'a donc de sens que par rapport au monde réel contemporain dominé par les États-Unis. On retrouve la vision braudélienne du capitalisme: c'est la partie supérieure de la société, il est impossible d'y dissocier l'économique du politique et du culturel. Elle n'existe pas n'importe où, mais là et alors, dans l'espace/temps concret, dans les centres dirigeants de la civilisation et de l'économie-monde devenue mondiale.

«Capitalisme et villes, au fond, ce fut la même chose» écrivait Braudel en 1967. Aujourd'hui nous pouvons dire: «*capitalisme et États-Unis, au fond, c'est la même chose*», et son cœur est New York-et-Washington ("NYW"), ville bicéphale, capitale de l'économie mondiale, liée à quelques grands relais aux USA même et dans le reste du monde (Londres surtout). Cette «ville-monde» à deux têtes fusionne direction économique et direction politique des États-Unis: le staff dirigeant des firmes productives (souvent) et financières (toujours) est à New York; l'État fédéral est à Washington, avec sa formidable influence sur les institutions internationales sises aussi à Washington (FMI, BM) au voisinage du Trésor et de la Fed, ou à Manhattan (ONU). Cette double ville est le centre névralgique de la puissance US, qui fut visé par l'attentat du 11 septembre 2001.

Cette vision (déjà forte en lisant Stiglitz) s'est imposée à mon esprit à mesure que je lisais le livre de Plihon. Les grandes décisions de politique économique ou monétaire (le passage aux changes flexibles, la lutte contre l'inflation, le revirement monétaire de 1979, la vague de libéralisation financière) ont été prises par «NYW», accessoirement par Londres (création du marché des euro-dollars en 1957, élection de Margaret Thatcher en 1979).

Le problème de la symbiose du capitalisme et de l'État s'éclaire si on analyse non pas l'État en général et le capitalisme en général, mais l'État et le capitalisme dominants. Rapports de pouvoir et relations marchandes fusionnent non pas en général, mais au centre de l'économie mondiale, entre l'État US, les firmes multinationales

nales et les zinzins. Le capitalisme a une double tête, New York-et-Washington, qui vivent en symbiose et forment une seule ville-monde. Dans le passé, capitale politique et capitale économique coïncidaient à Venise, Amsterdam et Londres, si bien qu'il était difficile de faire la part de l'économique et du politique: ils se confondaient. Depuis 1918, New York et Washington agissent ensemble.

La complicité ou symbiose du capitalisme privé et de l'État est perceptible en Europe dès le début du Moyen Âge. Aux Temps modernes, les compagnies des Indes furent soutenues par le bras armé des États européens, et en échange leur accordaient les prêts. Deux processus historiques s'entremêlent étroitement:

1) la «nationalisation de l'économie» par les États européens mercantilistes pratiquant une politique de puissance, processus bien décrit par Eli Heckscher (1931), et d'autre part:

2) la mondialisation, qui se poursuit malgré les barrières que tentent de lui opposer les grands États territoriaux (car l'économie-monde européenne *accompagne* leur formation).

La nationalisation de l'économie a fait un bond en avant avec la Première guerre mondiale, qui a provoqué une fusion entre l'industrie mobilisée et l'État en guerre, et créé une première expérience d'«économie dirigée» (par l'État). Cette expérience allait ensuite servir, pendant la Grande dépression des années '30s, la Seconde guerre mondiale et la guerre froide, à l'instauration des États keynésiens, même et surtout aux USA. L'interventionnisme d'État a été analysé et interprété par Eric Hobsbawm (1994) comme une "réforme du capitalisme". Paradoxalement, la mondialisation n'a pas été stoppée par la nationalisation de l'économie, et le double mouvement s'est poursuivi «dialectiquement», même au plus fort de la division de l'économie mondiale lorsque les protectionnismes nationaux se renforçaient au cours des années '30s: la crise, telle un tempête mondiale, bousculait et traversait les barrières nationales. Avec la vague de libéralisme des années '80s et la mort du socialisme, la mondialisation a repris à vive allure. L'histoire du capitalisme n'est donc pas séparable de ce double mouvement. La nationalisation de l'économie explique la symbiose du capitalisme privé et de l'État que Galbraith, aux États-Unis, nomma *Nouvel État industriel* et les communistes en France, «capitalisme monopoliste d'État».

D'un autre côté, toujours sur la longue durée, l'histoire du capitalisme se confond avec la mondialisation elle-même. Le capitalisme, c'est aujourd'hui les États-Unis comme l'avait été cinq siècles durant l'Europe, maîtresse des communications planétaires et entremetteuse des mondes. C'est elle qui, par la conquête, la colonisation et la révolution industrielle, a conduit l'unification économique du monde (mais pas l'unification politique, qui est une autre affaire). C'est justement cette fonction historique de mise en communication des civilisations du monde qui a fait la puissance de l'Europe et lui a conféré une «surpuissance» gigantesque lui permettant de dominer le monde et d'absorber peu à peu les économies-mondes non européennes. Elle eût sans doute achevé l'unification de l'économie mondiale dès le début du XXe siècle, si l'URSS socialiste surgie en 1917 n'avait enrayé le processus en se séparant de l'économie mondiale, suivie par l'Italie et l'Allemagne fascistes. L'unification fut reportée de trois quarts de siècle. Ce qu'on appelle capitalisme se confond donc avec le processus de mondialisation. À partir de la fin du XVIIIe siècle, il fut piloté par l'Angleterre survoltée par la révolution industrielle, et à partir de la deuxième guerre mondiale par les États-Unis lorsqu'en 1941 ils s'emparèrent du sceptre du monde qui leur était tombé entre les mains en 1918, mais qu'ils hésitaient à assumer pleinement. Les États-Unis, accueillant des peuples du monde poussés par les grandes migrations, recevant et redistribuant les flux du monde depuis le milieu du XIXe siècle, ont hérité de l'Europe cette fonction de liaison entre les civilisations du monde et de creuset d'une civilisation mondiale nouvelle.

Voici une nouvelle occasion de tester la «théorie de la richesse mondiale». Pendant l'âge d'or de la croissance (1945-1973), la plus value était négociée dans un cadre national entre patronat et syndicats. Mais aujourd'hui, c'est le capital financier (l'ensemble des créanciers) qui tient le *pouvoir de répartition*, sans avoir à négocier. La répartition (même celle des gains de productivité) n'est donc plus intelligible à l'échelle nationale (si tant est qu'elle l'ait jamais été). La théorie de la richesse mondiale énonce que, malgré l'apparence qui fait des économies nationales la source primaire du produit global, la *production* de la richesse est d'emblée mondiale: chaque groupe, chaque individu y contribue (en dehors de toute comptabilisation) à raison de son travail, de l'éboueur au PDG. Mais la plus-value ainsi créée est captée et filtrée à travers les multiples rapports de forces enchevêtrés qui forment le tissu de la société mondiale. La répartition du revenu global entre les agents prend la forme illusoire d'une répartition du PIB entre les différentes économies nationales, comme si leur PIB mesurait leur contribution au produit global commun. Mais le PIB mesure seulement ce qui est *réparti* et versé à chaque économie nationale après le micmac compliqué (et invisible) des prélèvements, captages, captations et transferts entre firmes et États. L'illusion est sanctifiée par l'enregistrement sur les comptes nationaux coordonnés et synthétisés par les institutions internationales. Les États-Unis sont la puissance mondiale qui, plongeant ses tentacules dans tous les pays du monde grâce à ses firmes multinationales et ses institutions financières, est la principale opératrice de cette répartition, et aussi sa principale bénéficiaire. Si l'on pouvait mesurer un produit américain brut non pas intérieur, mais global, y compris les filiales et annexes extraterritoriales des firmes ou institutions américaines, on obtiendrait un résultat très différent. En particulier, a montré Yves Hanoteaux

(1996), le "commerce extérieur élargi" des Etats-Unis est excédentaire, contrairement à l'apparence produite par les statistiques officielles. La répartition réelle s'opère non pas selon des lois théoriques, mais en fonction des rapports de forces pratiques entre les partenaires de la production mondiale.

À la lumière du double mouvement, que devient la perte d'autonomie des politiques économiques au sein du «capitalisme actionnarial», autre nom du «nouveau capitalisme»? Ce capitalisme, mis en place à partir de la fin des années '70s, est caractérisé par le rôle central de la finance de marché. La mondialité de ce nouveau capitalisme est évidente; les marchés financiers, étant d'envergure mondiale (globalisation financière), limitent l'autonomie des politiques économiques; le pouvoir des agences de notation en est le symptôme.

En quoi consiste cette perte d'autonomie? Comme ces marchés brassent en un jour plus que les réserves de change des banques centrales, la finance mondiale a les moyens d'imposer sa loi aux Etats. Son pouvoir n'est pas proportionnel au volume des transactions financières, *mais à la masse des capitaux que les opérateurs financiers sont capables de retirer d'un pays* pour sanctionner une politique inflationniste indésirable, provoquant un krach boursier et rejetant le pays au ban de la "communauté financière". L'exclusion finale, c'est la privation de capital: le pays a beau le héler, il ne vient plus, il fuit, alors qu'on aurait tant besoin qu'il réponde à l'appel. Les marchés financiers imposent aux États une condition de stabilité et de sécurité. En 1995, on l'a vérifié même en France, pourtant un assez grand pays, lorsque la pression des marchés financiers a contraint le président Chirac à renoncer au thème électoral de la "fracture sociale" et Juppé, premier ministre, à engager une réforme de la sécurité sociale, provoquant ainsi la grande grève de décembre 1995. Donc, en effet, les politiques économiques ne sont plus autonomes.

Cette perte d'autonomie est-elle vraie de la politique américaine? Pas nécessairement: c'est le leader mondial qui, le 15 août 1971, a torpillé le régime monétaire de Bretton Woods en mettant fin à la convertibilité-or du \$ et ouvert la voie aux changes flexibles et à l'inflation mondiale. C'est lui qui, au G7 de Tokyo de juin 1979 a entraîné l'Occident et le Japon dans une désinflation compétitive généralisée. C'est lui qui à l'automne 1979, via Paul Volcker nommé par Carter et confirmé par Reagan, a inversé sa politique monétaire, provoquant une hausse inouïe des taux d'intérêt. C'est lui qui a entraîné le monde entier, par mimétisme ou par influence, dans une vague planétaire de déréglementation et de libéralisation au bénéfice des créanciers mondiaux désormais protégés de l'inflation qui dépréciait leurs actifs. C'est lui qui, pour les besoins de la guerre des étoiles, a emprunté massivement sur le marché financier, l'a étendu, épaissi, approfondi, et a stimulé la globalisation financière. C'est enfin lui qui, dans la lutte des classes, a rompu le pacte salarial fordiste et retourné le rapport mondial des forces en faveur des créanciers, au détriment des salariés d'Occident (qui défendaient bien leurs revenus à l'époque fordienne) et des pays du Sud.

Autrement dit, il se peut que les États de taille moyenne subissent la dictature des marchés financiers et leur intégrisme quasi-religieux, mais non pas la *puissance américaine*, considérée comme un tout intégrant des forces inextricablement mêlées: administration fédérale, institutions internationales, firmes du «nouvel État industriel» de Galbraith, «communauté financière» de Stiglitz, investisseurs institutionnels gigantesques, très grandes banques internationales (Morin 2006), etc. La puissance est polyvalente, elle ne se divise pas, elle ne se laisse pas décomposer, ses ingrédients ne sont pas séparables, quels que soient les découpages intellectuels.

Finalement, une idée s'impose à l'esprit comme une évidence: il existe une symbiose entre l'État US et les industries et la finance du nouveau capitalisme; l'État américain fait corps avec elles. L'analyse de Stiglitz prolonge celle de Galbraith. L'État américain n'est pas un État comme les autres, simplement plus gros que les autres: c'est l'État singulier du leader de l'économie mondiale. Il profite d'une *surpuissance* provenant du fait même qu'il se trouve au poste de commandement de l'économie mondiale. C'est simple, lumineux: l'Etat US n'est pas le larbin du capitalisme (doctrine marxiste officielle), *c'est ce par quoi le capitalisme est un quasi-sujet dans l'histoire réelle*. Le capitalisme n'existe pas en dehors de l'État leader. Voilà la clef de l'énigme! La séparation capitalisme/État était artificielle, elle résultait de l'opposition esquissée par Hegel et rigidifiée, politisée par Marx!

### **8. Le capitalisme c'est la civilisation occidentale (ou le Nord)**

La puissance américaine ne se réduit pas à l'État fédéral US, mais s'élargit à l'Occident. Dès l'instant où cette idée est apparue, elle a transformé ma conception du "capitalisme". Elle s'est à la fois simplifiée et complexifiée.

Simplifiée grâce à cette équation simple semblable à celle de Braudel sur les villes: «le capitalisme, au fond, c'est les Etats-Unis»; son centre, c'est la ville-monde de l'économie mondiale, c'est New York & Washington. Les USA désignent ici la puissance américaine tout compris, et pas la seule institution politique qu'est l'État fédéral. C'est le roc solide où se fonde l'intuition.

Complexifiée, parce que, derrière la puissance américaine, sa capitale, son État et son territoire national, se profile l'ensemble mondial qu'elle influence, c'est-à-dire l'Occident tout entier, et parfois même l'ensemble composite qui, depuis l'intégration du socialisme réel et de l'ancien tiers-monde dans l'économie mondiale, est devenu la civilisation planétaire.

Mais à quoi sert de remplacer un mot par un autre, "capitalisme" par "USA"? Qu'est-ce que ça change? N'est-ce pas un tour de passe-passe verbal? J'y vois au moins un avantage: intégrer la notion marxiste de "capitalisme" dans une conception de l'histoire moins millénariste que celle de Marx, prenant pour unité de base l'économie-monde et la civilisation, et non pas l'économie nationale. Le mot «États-Unis» est neutre. Il n'est moral, il n'est diabolisé que pour l'islamisme intégriste qui y voit le grand Satan, la figure même du Mal. Mais, en soi, il est neutre. «Occident» aussi d'ailleurs: le mot désigne la civilisation située à l'ouest de la planète par rapport à l'Est ex-soviétique, à l'Orient ou à l'Extrême-Orient des poids lourds asiatiques. «Civilisation» aussi est neutre, non pas au sens où, aux XVIIIe et XIXe siècles, elle s'opposait à Barbarie et à Sauvagerie (c'était alors un préjugé anthropologique qui justifiait la colonisation par une mission civilisatrice), mais au sens où, depuis le début du XXe siècle, la civilisation occidentale se distingue de la civilisation islamique, indienne ou chinoise. Cette neutralité permet d'éviter la charge politique et morale que contient le mot même de «capitalisme».

Par ailleurs, parler des USA (au sens élargi) au lieu de «capitalisme» permet de comprendre comment cette entité mythique floue et mal identifiée peut exister socialement et politiquement par la médiation d'un porte-parole institutionnel ou d'un «porte volonté», l'État fédéral américain. C'est cet État qui, que nous le voulions ou non, tient lieu pour l'instant d'*État international* que parfois nous appelons de nos vœux pour réguler la planète. Il n'agit pas comme nous le souhaitons; nous n'avons pas la possibilité d'en élire ses dirigeants (sauf le peuple américain, cet échantillon de toutes les races du monde); *mais il n'y en a pas d'autre*. Quand cet État s'engage, ça compte; quand il refuse de s'engager, comme dans la lutte contre le réchauffement climatique ou le conflit israélo-palestinien, il ne se passe rien. Certes, cet État américain est contesté de toutes parts, notamment par les poids lourds qui émergent en Orient; mais pour l'instant aucun n'est en mesure de porter le défi qui lui permettrait de lui succéder.

Chaque fois que je rencontre le «capitalisme» contemporain et qu'au lieu d'accorder une attention distraite à ce concept usé, je le regarde de plus près, je m'aperçois qu'il se présente à mon esprit comme un ensemble flou plus vaste que la seule direction des États-Unis. Derrière lui se profile toute la société américaine, et derrière elle toute la société occidentale. L'Occident est encore à la tête de la société mondiale, mais pas pour toujours. Le leadership occidental, sans rival depuis qu'au XVIIe siècle l'Empire Ottoman cessa de menacer l'Europe, fut contesté d'abord par la Russie (l'URSS communiste), par les pays de l'Axe (Allemagne, Italie, Japon), par la Chine communiste, et maintenant par les nouveaux poids lourds émergents en Asie Orientale.

### **9. Le capitalisme, c'est nous**

Je conclus cette réflexion sur le capitalisme par une vue philosophique. La société capitaliste dans laquelle nous vivons a engendré des valeurs: l'individualisme, l'utilitarisme, etc. On peut regretter les valeurs d'antan, la solidarité qui sous-tendaient le modèle fordiste. Or, cet individualisme, c'est le nôtre; cet esprit, c'est nous. Le capitalisme c'est les États-Unis, mais c'est aussi nous-mêmes. Nous personnifions le capitalisme comme si c'était un quasi-sujet *extérieur* à nous, alors qu'il vit en nous. En consommant ses marchandises qui nous séduisent et nous fascinent, nous l'alimentons avec notre propre désir. En dénonçant ses méfaits supposés, nous lui donnons existence, comme la belle âme hégélienne complice du désordre qu'elle dénonce.

### **10. Le capitalisme existe-t-il?**

J'avais jadis posé cette question dans un article ancien (1997). Aujourd'hui, après des années de recherche, je réponds:

- non, le capitalisme n'existe pas, c'est une création de l'esprit, un concept moral et non scientifique: le capitalisme n'est intelligible que s'il est dénonçable;
- oui, il existe en tant qu'États-Unis d'Amérique, puissance mondiale géohistorique, qui unifie l'économie mondiale comme l'avait fait jadis l'Europe, entremetteuse des mondes; sa capitale est double: New York & Washington, qui a remplacé Londres à partir des années 1920s;
- oui, il existe en tant que quasi-sujet, *artificial soul*, mythe mobilisant l'énergie des militants; mais il n'a pas plus de chances d'être supprimé qu'un moulin à vent d'être abattu par la lance de don Quichotte;
- oui, il existe, mais en nous, comme convoitise de la marchandise, avidité de posséder, volonté d'avoir illimitée que nous projetons hors de nous sous forme d'un fantôme, d'une idole spirituelle que nous adorons comme le veau d'or, ou au contraire que nous dénonçons comme une chimère démoniaque ou un monstre vorace.

Le fait qu'un ensemble social qui nous paraît consistant, existant objectivement à l'extérieur de nous, dont chacun de nous semble pouvoir faire l'expérience en le touchant du doigt, puisse n'être qu'une création de nos esprits, est une proposition scandaleuse; mais c'est un secret philosophique profond et pourtant vérifiable par chacun de nous. □